

France-Etats-Unis/Espionnage La colère de Hollande



François Hollande et Barack Obama (ici lors d'un sommet de l'Otan) se sont entretenus au téléphone hier.

Photo : AFP

AFP
Paris/France

Le président français a jugé inadmissibles les écoutes pratiquées contre ses deux prédécesseurs et lui-même par les services de renseignement américain. En face, Barack Obama a tenté de calmer le jeu.

BARACK Obama a joué l'apaisement hier dans un entretien téléphonique avec son homologue François Hollande, qui a jugé "inadmissible" l'écoute des conversations de trois chefs d'Etat français par les services de renseignement américains. Le président américain a réaffirmé "sans ambiguïté" son engagement à "en terminer avec des pratiques du passé (...) inacceptables entre alliés", a rapporté la présidence française à l'issue de leur échange. Fin 2013, Barack Obama s'était engagé à ce qu'il n'y ait pas d'écoutes de présidents ou de chefs de gouvernement de pays amis ou alliés, après des révélations sur l'ampleur du système de surveillance américain. Des documents transmis par l'ancien consultant de l'agence d'écoutes NSA Edward Snowden, aujourd'hui réfugié en Russie, avaient montré que même la chancelière allemande Angela Merkel avait été ciblée. François Hollande (gauche) et ses deux prédécesseurs de droite Nicolas Sarkozy (2007-2012) et Jacques Chirac (1995-2007) ont également été visés, selon d'autres documents obtenus par le site internet lanceur d'alerte Wikileaks et publiés mardi soir par deux médias français.

Réunion d'urgence d'un Conseil de défense, convocation de l'ambassadrice américaine à Paris, envoi de deux hauts responsables du renseignement aux Etats-Unis : François Hollande a réagi avec vigueur à ces révélations. La France "ne tolérera aucun agissement mettant en cause sa sécurité", a tonné la présidence. Les documents publiés évoquent des échanges entre responsables français sans, sur le fond, trahir de secrets d'Etat. Et la Maison Blanche avait immédiatement assuré que les Etats-Unis "ne ciblaient pas" les communications de M. Hollande. Malgré tout, l'ensemble du gouvernement français s'est offusqué de ces pratiques. Le Premier ministre Manuel Valls a ainsi demandé aux Etats-Unis de "tout faire pour réparer les dégâts", tandis que le chef de la diplomatie Laurent Fabius dénonçait des méthodes qui "portent atteinte à la confiance" entre alliés.

L'opposition, de droite comme de gauche, n'était pas en reste. Les Républicains, parti de l'ancien président Nicolas Sarkozy, ont évoqué "une affaire scandaleuse". Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac ont dénoncé des méthodes "inacceptables" entre alliés, selon leur entourage. La gauche radicale et l'extrême droite ont même réclamé l'arrêt des négociations sur le traité de libre échange UE-Etats-Unis. Sur ce point, le gouvernement a cependant appelé à garder "la mesure". "POSTURE" • Au-delà des protestations, les Français n'ont pas une grande marge de manœuvre. "Il va y avoir des discussions sévères, peut-être des déplacements de membres du personnel politique américain en poste en France et puis voilà, cela n'ira pas plus loin", prédit l'universitaire Nicole Bacharan, spécialiste des Etats-Unis. Les intérêts des deux pays sont

trop convergents sur nombre de crises, de l'Ukraine à la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak en passant par le Sahel, pour que le scandale débouche sur une rupture. D'après plusieurs observateurs, la réaction française est de l'ordre de la "posture". "On est obligé de dire que c'est pas bien, et en même temps on sait que ça continuera", commentait ainsi le député centriste Hervé Morin. "En matière de renseignements, il n'y a pas d'amis, pas d'alliés, il n'y a que des intérêts", a pour sa part rappelé Alain Chouet, un ancien responsable des services français, selon lequel la France "ne se prive pas" non plus d'espionner ses alliés. Des associations de défense des droits de l'Homme ont d'ailleurs dénoncé l'inaction de la France en matière judiciaire, alors que les actions de surveillance de la NSA ont fait l'objet d'une plainte dans ce pays dès 2013. Ces événements surviennent le jour même où le Parlement devait définitivement adopter un projet controversé sur le renseignement qui légalise, selon ses détracteurs, des pratiques contestables des services secrets au nom de l'antiterrorisme. Une concomitance loin d'être fortuite, les médias qui ont publié les documents de Wikileaks, le quotidien Libération et le site internet Mediapart, étant opposés à cette réforme.

Télex Afrique

• **Burundi/Crise. Le gouvernement à la table du dialogue**

Le gouvernement est revenu hier à la table du dialogue politique au Burundi après avoir boycotté la veille la relance de ces discussions sous l'égide de l'Onu.

• **Ouganda/Politique. Un opposant à Museveni interdit de meeting**



Le patron de la police ougandaise a interdit à l'ex-Premier ministre Amama Mbabazi, candidat déclaré contre le président Yoweri Museveni à la présidentielle de 2016, d'organiser des meetings dans le pays, les déclarant "illégaux".

• **Rwanda/Justice. Manif devant l'ambassade britannique à Kigali**

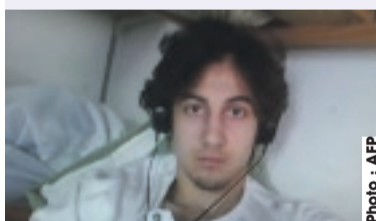
Entre 200 et 300 personnes ont manifesté hier devant l'ambassade britannique au Rwanda pour protester contre l'arrestation samedi à Londres du chef des services rwandais de renseignement, visé par un mandat d'arrêt européen émis par l'Espagne.

• **Tchad/Médias. L'envoyé spécial de RFI expulsé**

Un envoyé spécial de Radio France Internationale (RFI) au Tchad a été expulsé mardi soir du pays, après avoir été interpellé brutalement à N'Djamena, a rapporté hier la radio sur son site internet. Le ministre tchadien de l'Information a indiqué que le journaliste avait commencé à travailler avant d'avoir reçu son accréditation presse, ce qui est strictement interdit au Tchad.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Justice. La peine de mort formellement imposée à Tsarnaev**



L'auteur des attentats de Boston Dzhokhar Tsarnaev a comparu hier à Boston pour se voir formellement imposer la peine de mort, lors d'une audience chargée d'émotion où le condamné de 21 ans avait la possibilité de prendre la parole après ses victimes.

• **Irak/Conflit. 14 morts dans un attentat suicide revendiqué par l'EI**

Quatorze personnes, selon la police, ont été tuées lors d'une attaque suicide contre un rassemblement de chefs tribaux sunnites au nord-est de Bagdad, revendiquée hier par le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

• **Russie/Sanctions. Prolongation de l'embargo contre les Occidentaux**

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné hier la prolongation jusqu'en juin 2016 de l'embargo sur la plupart des produits alimentaires décrété par Moscou contre les pays occidentaux en réponse aux sanctions économiques à son encontre.

RDCongo/-Combats

Neutralisation partielle d'un groupe rebelle

AFP
Kinshasa/RDCongo

Les Forces révolutionnaires patriotiques de l'Ituri (FRPI) auraient ainsi perdu un quart de leurs effectifs.

L'ONU a annoncé hier à Kinshasa la neutralisation d'environ un quart des effectifs des Forces révolutionnaires patriotiques de l'Ituri (FRPI) après trois semaines d'offensive de l'armée appuyée par les Casques bleus contre ces miliciens dans le nord-est de la République démocratique du Congo. Grâce à "l'opération planifiée conjointement avec les FARDC (armée congolaise), on a neutralisé entre 20 et 30% des FRPI" dans le sud de l'Ituri, a déclaré à la presse Martin Kobler, chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo (Monusco). Début juin, l'armée congolaise soutenue par les Casques bleus a lancé une

offensive contre les combattants du FRPI dont le bilan fait état de "35 tués, 52 blessés et 36 rendus", a-t-il ajouté. Selon M. Kobler, l'appui de la Monusco à cette offensive "est beaucoup plus" qu'un simple soutien logistique : "ce sont nos hélicoptères d'attaque qui sont utilisés, ce sont nos drones pour identifier les positions chaque jour, c'est une vraie opération conjointe", a-t-il dit. Cette opération semble témoigner d'une amélioration des relations entre la Monusco et le gouvernement de Kinshasa après plusieurs mois de tensions. La coopération militaire entre les deux partenaires était pratiquement au point mort depuis février à la suite d'un différend sur le choix des généraux retenus côté congolais pour mener l'offensive commune qui devait viser les rebelles hutu rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) dans l'est du pays. Le lieutenant-colonel Félix-

Prosper Basse, porte-parole de la Monusco a appelé "de tous (ses) vœux la reprise de la coopération" militaire entre l'ONU et les FARDC sur tous les terrains d'opération en RDC. Depuis quelques mois, le sud de l'Ituri connaît un regain de violence imputé aux miliciens du FRPI après la reddition de leur chef, Cobra Matata, en novembre. Le FRPI est une des nombreuses milices qui se sont affrontées en Ituri de 1999 à

2007 sur des bases essentiellement ethniques pour le partage des richesses naturelles de la région, au premier rang desquelles l'or. Plusieurs milliers de combattants du groupe avaient été démobilisés et intégrés à l'armée congolaise de 2004 à 2006, mais le groupe s'est reformé à partir de la fin 2007 et compterait aujourd'hui quelques centaines de combattants.

C'est arrivé...

Le Japon lance un concours de design de toilettes

LE gouvernement japonais va organiser pour la première fois un concours national de design de toilettes, du modèle courant au plus sophistiqué. Ce concours s'inscrit dans le cadre de la politique de promotion des femmes du Premier ministre Shinzo Abe, même s'il ne concerne pas seulement les toilettes dédiées à ces dernières. Selon un rapport gouvernemental de 145 pages, les sanitaires doivent puissamment contribuer à l'amélioration de la condition féminine au Japon. La compétition est aussi lancée en vue des Jeux olympiques et paralymp-

iques à Tokyo en 2020, afin que le confort au petit coin soit un des fleurons de la traditionnelle "hospitalité" nipponne. "J'espère que les efforts déployés par le Japon pour concevoir les meilleures toilettes au monde se diffuseront partout ailleurs", plaidait récemment la ministre chargée de la Promotion des femmes, Haruko Arimura. Le Japon est célèbre pour la conception high tech de ses toilettes, déconcertantes de prime abord pour le non initié, avec cuvette chauffante, jets d'eau chaude et autres gadgets.

... à San Antonio (Chili)